

# L'Allemagne propose de doter la zone euro de son propre budget au sein de l'UE

Pour éviter les demandes françaises d'eurobonds, Berlin prône la mise sur pied d'un dispositif spécifique à la zone euro, qui suscite des réticences

Bruxelles  
Bureau européen

26/9/2012 08:56

Angela Merkel espère en faire un antidote aux eurobonds : depuis la rentrée, la chancelière allemande pousse discrètement l'idée d'un « budget central » de la zone euro, présenté dans son entourage comme une alternative à toute forme de mutualisation des dettes. Il s'agirait, dit-on à Berlin, de constituer une réserve allouée aux Etats de la zone euro sous assistance financière, comme la Grèce, le Portugal, voi-

re l'Espagne, pour les encourager à mener certaines réformes douloureuses (marché du travail, chômage des jeunes).

Mais l'initiative allemande est loin d'être consensuelle : elle suscite des réactions contrastées, au sein de la zone euro comme en dehors, à l'heure où les capitales préparent une bataille diplomatique difficile pour tenter, d'ici à novembre, de se mettre d'accord, à vingt-sept, sur le budget communautaire.

Encore embryonnaires, les réflexions sur un budget de la

zone euro se sont accélérées depuis la fin de l'été, sous l'impulsion du gouvernement allemand. Pour Berlin, une telle enveloppe permettrait de réaliser des transferts financiers entre les Etats de l'union monétaire, sans aller à l'encontre des traités européens de la Constitution allemande.

Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, a repris l'idée à son compte. Pour lui, c'est un moyen de débloquer les discussions sur le renforcement de l'union monétaire, à ce jour dans l'impasse compte tenu de ses inévitables conséquences institutionnelles : « Cela peut permettre de contourner l'opposition entre Paris, prudent sur l'union politique, et Berlin, qui rejette la mutualisation des dettes », analyse-t-on dans son entourage.

La question a d'ailleurs figuré au menu des discussions organisées à Bruxelles, afin de préparer le rapport préliminaire sur la refonte de l'union monétaire, attendu pour le conseil européen des 18 et 19 octobre.

L'initiative de Berlin est diversement appréciée. Le gouvernement français se dit ouvert, à condition d'élargir le concept, mais il ne veut pas abandonner pour autant la pis-

te des eurobonds. « Ce ne peut être une alternative aux eurobonds », prévient un diplomate français de haut rang. Pour lui, un tel budget est « une idée nouvelle mais naturelle pour une union monétaire ».

## « Aucun tabou »

Afin de stabiliser la zone euro, et de lui donner une capacité d'absorption des chocs extérieurs, il faudrait un budget équivalent à plusieurs points de produit intérieur brut, rappelle-t-on à Paris – contre 1 % à ce jour pour les Vingt-Sept. « Nous ne devons avoir aucun

tabou », a indiqué lundi, le ministre délégué aux affaires européennes, Bernard Cazeneuve, en marge d'une visite à Bruxelles. Pierre Moscovici, le ministre des finances français, a même suggéré début septembre, comme en écho aux demandes allemandes, de relancer l'idée de créer une assurance-chômage européenne.

De leur côté, les pays non-euro craignent la division des Etats de l'union monétaire. « La difficulté va être de gérer l'articulation entre les dix-sept de la zone euro, et les dix qui n'en font pas partie », dit un

diplomate britannique. Une question toujours délicate à l'heure où les Etats de l'union monétaire cherchent à renforcer leur intégration pour surmonter la crise des dettes souveraines.

Les voisins de l'union monétaire se méfient déjà des projets de supervision des banques de la zone euro, sous l'égide de la Banque centrale européenne : Londres ne veut pas en faire partie, tandis que les pays candidats à l'euro réclament au contraire d'y être associés, avec un réel pouvoir de décision.

« Un éventuel budget de la zone euro pose d'autres questions : il risque de faire concurrence au budget communautaire, au détriment des Etats non-membres de la zone euro dont certains ont un grand besoin des aides communautaires », renchérit un diplomate.

De l'avis général, le sujet risque, en cas d'insistance allemande, de compliquer encore les tractations sur le budget communautaire qui va faire l'objet de délicates négociations entre Etats membres. « C'est un projet de long terme, qui ne doit pas être opposé au budget des Vingt-Sept », prévient déjà un diplomate néerlandais. ■

PHILIPPE RICARD

OSP

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE  
DE LA COUR D'APPEL DE BASSE-TERRE

Par arrêt de la chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de BASSE-TERRE en date du 29 avril 2008.

La Société AIR CARAIBES dont le siège est sis Actpôle 85 - B.P. 42 - 85170 BELLEVILLE SUR VIE, a été condamnée à une amende délictuelle de deux cent cinquante mille euros (250 000 €) pour HOMICIDES INVOLONTAIRES PAR VIOLATION MANIFESTEMENT DELIBEREE D'UNE OBLIGATION DE SECURITE OU DE PRUDENCE faits commis à SAINT-MARTIN & SAINT-BARTHELEMY le 24 mars 2001.

La Cour a en outre ordonné : la publication à ses frais de l'arrêt par extrait dans deux journaux nationaux, sans que le coût de cette publication ne puisse dépasser la somme de 10 000 €.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.

P/Le greffier en chef

**FMI et FED invitent l'Europe à ralentir l'austérité**

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, pense que l'Espagne devrait « ralentir » le rythme d'assainissement de ses finances publiques. S'exprimant à Washington, lundi 24 septembre, la directrice du FMI juge, plus généralement, que les plans de rigueur budgétaire menés dans les pays sous assistance financière (Irlande, Grèce, Portugal) devraient être appliqués « de la manière la plus judicieuse et souple possible ». Elle a appelé les autorités à se concentrer davantage sur les « mesures » politiques que sur des « objectifs » chiffrés.

John Williams, un des dirigeants de la Banque centrale des Etats-Unis (Fed), inquiet de « l'onde de choc » de la crise de l'euro aux Etats-Unis, a, de son côté, estimé que les plans d'austérité demandés à certains Etats européens risquaient de « freiner » la croissance et de compliquer encore la réduction des déficits.

# Impatient des lenteurs européennes, le FMI reste prêt à aider l'Espagne

L'IMPATIENCE du Fonds monétaire international (FMI) à l'égard de ses partenaires de la « troïka », l'Union européenne (UE) et la Banque centrale européenne (BCE), est perceptible dès lors que l'on parle de politiques à appliquer pour juguler la crise de la dette européenne.

Un rapport publié par l'institution de Washington, lundi 17 septembre, note que la collaboration avec les autorités européennes – dans les plans d'aide à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal – a été « essentielle », mais qu'elle a ajouté « une couche de complexité à l'élaboration des conditions [des plans d'aide] et aux processus de décision » en raison « des contraintes institutionnelles » propres à l'Union.

Depuis que Mario Draghi a publié, début septembre, les détails de la politique non conventionnelle que la BCE mènera pour éviter que les Etats en difficulté ne subissent une flambée des

taux sur leurs emprunts, le FMI est plus en phase avec le Vieux Continent.

Mais il juge toujours trop lentes les mesures pour redresser les banques, rassurer les marchés et relancer la croissance. Le cas grec, le plus ancien et le plus laborieux, cristallise les critiques. « Le FMI en a assez de payer », indiquait cet été une source proche des discussions. Certains pays, comme l'Argentine ou les Etats-Unis, comprennent mal l'indulgence de l'institution de Washington envers Athènes, qui en est déjà à son deuxième plan de sauvetage.

Le FMI consacre environ 55 % de ses prêts en cours à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, beaucoup plus que ce que les quotas de ces pays permettent en théorie.

Pour justifier cette anomalie, la direction du Fonds fait valoir que l'important n'est pas l'équité entre ses 187 Etats membres, mais d'éviter qu'un effondrement européen déclenche une récession

mondiale. En tout état de cause, le FMI ne risque pas grand-chose, car il est toujours le premier servi en cas de défaut et recouvre inmanquablement ses créances.

En outre, le Fonds a l'habitude d'aider beaucoup plus vite pour sauver des pays en faillite, explique Romain Rancière, professeur à l'Ecole d'économie de Paris. Ses plans sont calibrés de sorte qu'au bout de trois ans un pays aidé commence à rembourser ses créanciers.

## Contraintes politiques

Dans le cas grec, cette perspective semble exclue. S'il ne remettra pas la main à la poche pour aider Athènes au-delà de ce qui a été promis, le Fonds ne plaide pas pour autant pour une sortie de la Grèce de la zone euro qu'il juge à hauts risques. La « pause » dans les discussions d'une semaine décidée par la troïka, vendredi 21 septembre, est une façon de pousser Athènes à tenir ses pro-

messes d'assainissement tout en gagnant du temps.

Le FMI, qui a subi des critiques violentes, en particulier lors de sauvetages de pays africains, estime avoir affiné sa méthode. Et regrette que les réformes les plus urgentes et les plus pénibles ne soient pas menées en priorité, observe un membre du Fonds.

Autrement dit, « le FMI est l'otage de la situation », conclut M. Rancière. Il doit laisser aux Européens le soin d'adapter leur démarche à leurs contraintes politiques. L'Allemagne est entrée en période électorale et l'Espagne s'y trouve toujours, ce qui explique que leurs gouvernements temporisent avant de prendre enfin position, l'un pour dire qu'il soutiendra la Grèce et l'autre qu'il demande l'aide européenne.

Dans le cas de l'Allemagne, qui est « à la fois le problème et la solution » de la zone euro, on pense, à Washington, qu'elle cherche à gagner du temps pour mettre en

place une solution groupée incluant tous les candidats à des aides comme l'Espagne et l'Italie, ce qui éviterait de multiplier les plans de sauvetage et de les discréditer aux yeux des marchés.

De façon étonnante, le sujet principal de préoccupation du FMI est l'Espagne – la Grèce ne venant qu'après. Un redressement grec dans les temps impartis est jugé irréaliste et il sera impossible de lui accorder une nouvelle assistance. Le FMI attend avec impatience que le gouvernement Rajoy sollicite officiellement l'aide de la troïka et que les discussions s'ouvrent sur les conditions du plan à mettre en place.

« Si la demande est faite et si le programme est cohérent, le conseil d'administration du Fonds ne pourra qu'accepter de participer au sauvetage, malgré les réticences de certains de ses membres », conclut un observateur. ■

**ALAIN FAUJAS ET CLAIRE GATINOIS**

26/9/2012 06/14